



Engagements militants, professionnalisés ou distanciés : les visages multiples de l'alimentation engagée

Militant, professionalized or selected commitments : the multi-faceted reality of responsible food supply

Diane Rodet



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/aof/8261>

ISSN: 1609-9168

Publisher:

Isabelle Téchoueyres, Matthieu Duboys de Labarre

This text was automatically generated on 24 April 2019.



Anthropologie of food est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Engagements militants, professionnalisés ou distanciés : les visages multiples de l'alimentation engagée

*Militant, professionalized or selected commitments : the multi-faceted reality of
responsible food supply*

Diane Rodet

Article à paraître dans le future numéro:
"Mouvements sociaux, solidarité et alimentation:
enjeux autour de la consommation critique"
coordonné par Geoffrey Pleyers, chercheur
qualifié au F.N.R.S (Fonds National de la Recherche
scientifique), professeur à l'Université de Louvain
(UCL) et chercheur au Centre d'Analyse et
d'Intervention Sociologiques (CADIS, EHES-
CNRS), Geoffrey.Pleyers@uclouvain.be; et
Matthieu Dubois de Labarre, Maître de conférence
Agrosup Dijon Chercheur au CESAER, Agrosup
Dijon, INRA, Univ. Bourgogne Franche-Comté,
matthieu.dubois-de-labarre@inra.fr

Introduction

- 1 AMAP, boycott et *buycott*, la consommation engagée (Dubuisson-Quellier 2009 ; Pleyers 2011) gagne en notoriété. Analysées de façon croissante sous l'angle des mouvements sociaux (Fillieule *et al.* 2009 ; Balsiger 2009 ; Groux 2009), ces démarches posent la question de possibles nouvelles formes d'engagement, détachées de toute organisation. La notion d'« action collective individualisée » a ainsi été proposée (Michelletti 2002)

rejoignant l'idée d'une évolution du militantisme vers des formes plus autonomes (Ion 1997 2012). Un tel regard sur les actions politiques s'appuyant sur le marché se fonde sur les pratiques des consommateurs. Or celles-ci sont rendues possibles par des associations effectuant en amont un travail de mobilisation, de production de supports d'information (Balsiger 2010 ; Dubuisson-Quellier et Barrier 2007) ou d'élaboration de labels (Rodet 2013). Derrière cette consommation se situe un ensemble d'acteurs sociaux et d'organisations : producteurs, importateurs, distributeurs, ou encore bénévoles, se mobilisent pour faire exister une production jugée alternative à celle dominant actuellement (quelle que soit l'unité véritable de celle-ci).

- 2 Ces pratiques alimentaires rassemblent ainsi tout autant des consommateurs que des producteurs (au sens large d'acteurs contribuant à la production), dont il convient d'analyser ensemble les formes d'engagement afin de déterminer ce qui les caractérise, les distingue éventuellement entre elles, ou vis-à-vis de formes de militantisme antérieures. L'action politique par le marché correspond-elle à un engagement individualisé ? Reproduit-elle un clivage organisationnel entre cadres investis et base plus distanciée (Brodiez 2006) ? Renvoie-t-elle encore à des formes de mobilisations inédites, propres à son positionnement entre échanges économiques et contestation ? C'est ce que vise à analyser cet article, à partir de trois démarches que sont les Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP), l'agriculture biologique et le commerce équitable en France (voir encadré méthodologique). Son ambition est de montrer que ces pratiques réunissent trois formes d'investissement individuel distinctes dont la coexistence constitue à la fois une force et une limite à leur portée transformatrice.
- 3 L'engagement est une mise en cohérence de convictions et de pratiques (Becker 1960). Il s'agit donc de déterminer s'il existe dans ces mouvements des façons différentes d'accorder convictions et pratiques, ou des convictions distinctes se traduisant en des pratiques différentes. Diverses personnes contribuent à l'existence de systèmes alimentaires se voulant alternatifs (Le Velly 2015). L'analyse de leurs formes d'engagement suppose de saisir ce qui pourrait les distinguer.
- 4 Une première façon consiste à classer ces individus selon leurs positions économiques. Certains œuvrent principalement du côté de la production, d'autres du côté de la consommation. Les premiers sont les fondateurs d'une initiative (des AMAP, par exemple) ayant donné lieu à un réseau¹ (le réseau régional des AMAP). Il peut s'agir également de salariés ou de bénévoles de ce réseau, de producteurs, d'importateurs (dans le cas du commerce équitable et de l'agriculture biologique), de distributeurs (gérants ou salariés de boutique). Les personnes occupant un rôle de consommateurs uniquement se situent dans une seconde grande catégorie.
- 5 Implicitement utilisé lorsque les « consommateurs engagés » sont analysés, ce classement n'est pas satisfaisant pour comprendre l'investissement militant ; non seulement parce que les producteurs s'en retrouvent occultés (la *production engagée* n'est étudiée que depuis peu), mais aussi en raison du postulat sous-jacent de l'hétérogénéité des formes d'engagement propres à chaque catégorie. L'enquête montre plutôt des frontières traversant ces populations. Certains producteurs de légumes manifestent un attachement fort au réseau des AMAP et à la Confédération paysanne, tandis que d'autres ne présentent pas de forme d'engagement autre que celle incarnée par leur activité professionnelle et s'apparentent peut-être davantage à certains consommateurs.

- 6 La typologie des soutiens de la théorie de la mobilisation des ressources permet de mieux différencier ces acteurs selon leurs engagements. MacCarthy et Zald (1977) distinguent des « membres actifs », apportant au mouvement des ressources en temps et/ou en argent, et des « adhérents » caractérisés par leur seule adhésion à la cause. Parmi les premiers se distinguent les « entrepreneurs de protestation », jouant le rôle de porte parole et d'organisation du mouvement. Les réseaux de l'alimentation alternative allient échanges économiques et pratiques contestataires ; le fait d'apporter des ressources en temps et/ou argent doit être considéré en rapport avec l'activité de contestation du mouvement, et non avec ses activités économiques, pour saisir l'investissement militant.
- 7 Deux critères permettent de distinguer ici les engagements. Le premier correspond au fait de consacrer du temps à la constitution et au maintien d'un réseau régional ou national : certaines personnes se rendent aux assemblées générales ou à des groupes de travail tandis que d'autres y sont plus réticents. Le second critère renvoie à l'affirmation d'une volonté de changement social dépassant le niveau local. Certains consommateurs soulignent leur souhait de soutenir une agriculture non intensive, quand d'autres affirment avant tout leur volonté de « mieux » se nourrir. Ce critère distingue les membres contribuant ou non à diffuser le cadre d'injustice du mouvement (Goffman 1974, Snow *et al.* 1986) et éventuellement à mobiliser autour de lui. Les individus remplissant ces deux critères sont désignés comme les membres actifs, les autres comme les adhérents.
- 8 Ces formes d'investissement distinguées il est à présent possible d'analyser ce qui les caractérise en s'appuyant sur les débats récents de la sociologie des engagements : s'agit-il d'engagements militants « traditionnels » ou « distanciés » ? S'inscrivent-ils dans des trajectoires biographiques distinctes ? L'investissement des fondateurs de mouvement sera tout d'abord présenté comme un engagement « dans la continuité ». Un deuxième temps sera consacré à l'engagement « professionnalisé » d'individus cherchant à concilier convictions et emploi. On montrera enfin en quoi la coexistence de ces deux premières formes avec le mode plus distancié d'engagement des « adhérents » est source de difficultés.

Les membres des réseaux

Membres actifs			Adhérents
Entrepreneurs de protestation : fondateurs de mouvement (Salariés ou non)	Salariés des réseaux (Non fondateurs)	Autres membres actifs : Producteurs, consommateurs participant au réseau sans en être des piliers, affirmant une volonté de changement social dépassant le niveau local	Producteurs, consommateurs, participant avant tout à des échanges locaux

Méthodologie

- 9 Ce travail repose sur une thèse soutenue en 2013 portant sur douze réseaux d'économie solidaire, définie comme un secteur composé d'initiatives économiques affirmant privilégier d'autres objectifs que le profit, tels que le lien social et l'insertion. Des

entretiens et des observations ont été réalisés auprès des participants à ces démarches : consommateurs, producteurs, importateurs, distributeurs, salariés et bénévoles des réseaux.

- 10 Le terrain utilisé ici se limite à trois démarches alimentaires, correspondant à six réseaux :
- 11 -Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP, réseau Ile-de-France), circuits courts de distribution créés en France en 2001
- 12 -Agriculture biologique officielle liée au label AB, en application du règlement européen depuis 1991
- 13 -Association pour l'agriculture biologique Nature et Progrès, créée en 1964
- 14 -Association de commerce équitable Max Havelaar, créée aux Pays-Bas en 1988
- 15 -Association de commerce équitable Minga, créée en France en 1999
- 16 -Plateforme pour le commerce équitable (PFCE), collectif de promotion du commerce équitable en France créée en 1997

Les fondateurs : l'engagement dans la continuité

- 17 Quatre des mouvements analysés (les AMAP, Nature et Progrès, Max Havelaar, Minga) ont été créés par un petit groupe de moins d'une dizaine de personnes à l'origine d'une démarche locale, répliquée ensuite dans d'autres lieux jusqu'à former un réseau (les réseaux AB et de la PFCE ont quant à eux été initiés par les pouvoirs publics, comme on le verra plus bas). Ces fondateurs peuvent être parfois salariés de leur association. Leur engagement se situe dans la continuité d'expériences militantes préalables et se caractérise par un positionnement central et une forte implication dans le réseau.

Des trajectoires militantes

- 18 Les fondateurs ont été marqués par des expériences militantes antérieures à leur investissement dans l'alimentation engagée. C'est moins l'exercice d'une activité économique qui les a conduits à s'intéresser à des démarches plus respectueuses de l'environnement ou à l'équité des conditions de production, que l'inverse. C'est davantage le fait d'avoir préalablement incorporé des dispositions à la contestation et de les avoir actualisées dans différentes expériences militantes qui a amené ces individus à développer une activité dans l'économie solidaire. Ces personnes possèdent une forme de capital militant : des apprentissages conférés par le militantisme, des compétences importées de l'extérieur et/ou apprises sur le tas, pouvant se reconverter ailleurs (Matonti et Poupeau 2004). Ces entrepreneurs de cause évoquent dans leur trajectoire l'influence de « mai 1968 », d'une socialisation au sein de la gauche française, de l'économie sociale au sein strict (association, coopératives, mutuelles) ou encore des mouvements chrétiens. Les personnalités à l'origine des AMAP sont étroitement liées aussi bien à l'altermondialisme qu'à la Confédération Paysanne. Membre de l'association ATTAC et principal rédacteur de la charte des AMAP, Luc² est un consultant informatique sexagénaire qui se décrit comme ayant eu un parcours politique d'extrême-gauche :

« J'ai arrêté de militer je dirais à la fin des années 1970, comme beaucoup de gens au moment de la crise de l'extrême gauche. Et j'ai repris finalement le militantisme

associatif au travers de projets solidaires. (...) c'est à travers ATTAC que j'ai participé au lancement de la première AMAP. »

- 19 Le cofondateur de Minga affiche de même ses préférences politiques à gauche et cite au cours de l'entretien aussi bien Proudhon que Bakounine. Devenu président de l'association, un autre fondateur milite au parti écologiste depuis les années 1990. Ces fondateurs recourent à la nébuleuse altermondialiste dont le développement à partir de la reconversion de causes anciennes (solidarité internationale, anti-impérialisme, syndicalisme...) a déjà été souligné (Agrikoliansky 2007). Provenant d'anciens mouvements sociaux, ils correspondent à la réactivation de « réseaux dormants » (Giugni et Chabannet 2010). Ces origines politiques ne doivent pas occulter l'influence de mouvements chrétiens. Celle-ci passe notamment par une ONG incontournable, le CCFD-Terre Solidaire, ayant contribué au développement et à la structuration du commerce équitable en France (par la création de la centrale d'importation Solidar'Monde, sa participation au conseil d'administration de Max Havelaar et à la création de la PFCE).
- 20 Les fondateurs de réseau visent un changement social à grande échelle via la multiplication d'initiatives locales. Il s'agit de sauvegarder l'agriculture dite paysanne (petites exploitations, polyculture...) dans le cas des AMAP, d'encourager une agriculture plus respectueuse de l'environnement et de la santé dans le cas de l'agriculture biologique, ou encore de contribuer à de meilleures conditions de travail et d'emploi dans le cas du commerce équitable. Luc l'exprime en ces termes : « L'objectif (...) c'était de sauver l'agriculture de proximité, sans critère de qualité, en disant aujourd'hui le plus important (...) c'est de s'attaquer à la disparition des exploitations agricoles. »
- 21 Isabelle, co-fondatrice de Minga, présente quant à elle son association comme « un lieu de réflexion, (...), une organisation politique et professionnelle. »
- 22 L'engagement de ces entrepreneurs de protestation se situe ainsi dans la continuité d'un militantisme politique « traditionnel », inscrit dans des organisations et assumant une ambition politique. Il se caractérise également par la centralité de leur présence au sein du réseau.

Personnification des réseaux

- 23 Les mouvements analysés sont marqués par une forte personnification comme c'est le cas du monde associatif plus généralement (Bevort *et al.* 2010). Les fondateurs sont des « personnalités », des membres bénéficiant d'une forte légitimité dépassant leur seul collectif (Mathieu 2012). Si certains ne sont plus actifs au sein des réseaux fondés de longue date tels que Nature et Progrès, plusieurs y sont encore très présents. L'association Minga reste indissociable des fondateurs de la société Andines autour de laquelle elle s'est créée. L'une est l'actuelle gérante de l'entreprise, le second y est salarié à mi-temps en même temps que de Minga. Au sein des AMAP, la centralité du couple fondateur de l'initiative en France a rapidement posé problème. Également présent à l'origine, Luc, cité plus tôt, regrette cette situation :

C'était [les AMAP] certes déclenché par quelqu'un (...) mais... avec un environnement de soutien de structures important. Et ça il l'a complètement effacé cette histoire. D'ailleurs pour lui c'est une histoire personnelle, alors qu'en fait (...) il n'y avait que des réseaux. Il y avait... La Confédération paysanne... (...) Slow food, une organisation de consommateurs... Voilà. C'est intéressant de savoir que c'était quand même ancré dans un soutien d'organisations agricoles d'organisations de consommateurs et...ATTAC également...

- 24 Les fondateurs ont une place centrale au sein des réseaux qu'ils ont créés. Ils peuvent occuper différentes fonctions et passent souvent de l'une à l'autre : bénévole, président (e), secrétaire générale, souvent salarié(e). La forte personnalisation des réseaux entre en contradiction avec les idéaux d'horizontalité véhiculés dans le monde associatif. Les difficultés apparaissent lorsqu'il est question de partager le pouvoir de décision avec des membres plus récents. Les AMAP et le commerce équitable se caractérisent par de telles tensions mettant en cause leurs figures emblématiques.
- 25 Cinq ans après le démarrage des AMAP, le couple fondateur mentionné s'oppose notamment à la constitution d'un réseau national. C'est ce explique Arnaud, trentenaire à l'initiative de ce qui est finalement devenu le « Miramap » :
- « En 2006 il y a eu une tentative justement pour mettre en place une coordination interrégionale (...) les personnes qui étaient présentes ont tout fait pour que ça ne se passe pas. En l'occurrence essentiellement (...) les initiateurs du mouvement. (...) Il y a eu beaucoup de disputes, de conflits entre certaines personnes... Et donc ils voulaient s'opposer au fait que comment dire? Pour eux les AMAP c'est leur bébé : "Nous avons créé les AMAP (...) si quelqu'un a quelque chose à dire sur les AMAP c'est nous et personne d'autre" ».
- 26 Les fondateurs ont un engagement de longue durée, s'accompagnant d'une forte implication en temps et en émotions, comme peuvent en témoigner les conflits auxquels ils sont mêlés.

L'implication révélée par les conflits

- 27 Les conflits que traversent parfois ces réseaux sont décrits par les enquêtés comme particulièrement violents moralement. Au sein du commerce équitable, la PFCE rassemblait à l'origine aussi bien l'association Max Havelaar que l'entreprise Andines (fondant ensuite Minga). Cette dernière finit par se retirer du collectif suite à un conflit portant sur la définition du commerce équitable et la répartition de subventions. Comme toute cause, le commerce équitable est un espace de lutte entre organisations pour l'imposition d'une définition (Mathieu 2012). Les conflits entre réseaux sont beaucoup plus fortement ressentis par les membres les plus actifs, tandis que les salariés plus récents ou les adhérents plus lointains n'en perçoivent pas toujours les raisons. Chargée de réaliser un mémento des différents logos du commerce équitable, une salariée de la PFCE mentionne Minga et se trouve confrontée à un refus :
- « On a identifié tous les acteurs du commerce équitable (...) et forcément on a mis les acteurs membres de Minga, et là, courrier de Minga, "nous refusons d'être cités dans un travail réalisé par la plateforme" (...) ils nous détestent, c'est viscéral, c'est historique (...) Tu as dû entendre parler des différents enjeux derrière... les raisons. Pour moi qui sont essentiellement économiques... Mais voilà, ça pourra peut-être changer aussi avec les personnes, (...) si on regarde les comptes-rendus de C.A. essentiellement, on voit que c'était beaucoup d'affects... »
- 28 Un salarié de Max Havelaar fait le même constat de la violence avec laquelle se sont opposés les membres fondateurs de ces réseaux :
- « Ces acteurs-là, jusqu'à ce qu'il y ait un renouvellement complet de la génération de leurs dirigeants il n'y a rien qui se passera tant que les gens n'auront pas changé. Parce que les gens en sont venus aux mains... Les gens ne pouvaient pas imaginer, les gens de l'époque, être dans une même salle, encore aujourd'hui. (...) Ce que ça représente pour des gens comme ça... [Le co-fondateur] c'est sa vie, ce qu'il a créé autour d'Andines. »

- 29 L'engagement des fondateurs se situe dans le prolongement d'un militantisme antérieur et se caractérise par une forte implication temporelle et émotionnelle. Leur difficulté à se retirer pour laisser d'autres membres s'impliquer est source de difficultés. Cet engagement ne correspond pas à l'hypothèse de nouvelles formes plus « affranchies ». Les salariés de réseaux et autres membres actifs manifestent une forme d'engagement encore différente.

Concilier convictions et emploi : l'engagement professionnalisé

- 30 Les pratiques alimentaires engagées existent également grâce à l'implication de deux autres types de membres actifs : les salariés des réseaux et d'« autres membres actifs » aux profils plus hétérogènes. Leur investissement renvoie à la recherche d'une conciliation entre convictions et activité professionnelle.

Les salariés des réseaux

Un rôle indispensable

- 31 Le fonctionnement de ces mouvements repose sur l'embauche de quelques salariés dont le nombre varie selon les époques : le réseau des AMAP d'Ile-de-France (AMAP-IdF) en compte deux à trois³, Minga entre deux et quatre, Max Havelaar vingt-cinq (c'est l'équipe la plus nombreuse), la fédération Nature et Progrès en comporte sept. Ces salariés ont en charge l'animation et la coordination du réseau.
- 32 Les réseaux les plus proches de la puissance publique sont encore davantage guidés par leurs salariés, puisque leur création n'est pas marquée par des figures de fondateurs. C'est le cas de la PFCE qui, née en partie à la demande du Ministère des Affaires Etrangères, est identifiée au sein de l'économie solidaire par les coordinatrices qui s'y succèdent et servent d'interlocutrices aux organisations de commerce équitable. Elle compte quatre salariés permanents et engage régulièrement des stagiaires. Le cas de l'agriculture biologique officielle AB est à part puisqu'il s'agit d'un dispositif entièrement public : l'Agence bio qui en assure la promotion repose sur une équipe de 16 salariés en 2013⁴.

Jeunesse et qualification

- 33 Les salariés des réseaux présentent des caractéristiques comparables en termes d'âge, d'études et de milieu social d'origine. La grande majorité est âgée d'une trentaine d'années : c'est le cas de deux coordinatrices du réseau des AMAP-IdF, des trois salariés de Minga travaillant avec le fondateur, des deux salariées de la PFCE, de deux autres interrogés chez Max Havelaar, ou encore de la coordinatrice de Nature et Progrès. Leur niveau de formation est élevé, allant jusqu'au master ou au delà (deux sont en thèse) et ils sont nombreux à être passés par une grande école, qu'il s'agisse d'une école d'ingénieur ou d'un Institut d'Etudes Politiques (IEP). Leurs études mêlent souvent les sciences humaines et sociales (sociologie, géographie, sciences politiques, économie) et une formation liée à l'environnement (agronomie, « développement durable »...) ainsi qu'une ou plusieurs années à l'étranger. Salarié de Max Havelaar, Jérôme a fait un « master 2 de marketing, finance et stratégie d'entreprise » à l'IEP de Paris, après un double cursus

entre l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers (ENSAM) et l'*University College* de Dublin. Chez Nature et Progrès, Justine, chargée de mission pour le système participatif⁵ est diplômée d'un IUT d'environnement puis d'un master de gestion de milieu aquatique. Coordinatrice de la PFCE depuis 2009, Sophie a une maîtrise d'économie appliquée de l'université Dauphine, où elle dit avoir découvert et aimé la sociologie et l'anthropologie, avant d'étudier le « développement » à la *London School of Economics*. Ces jeunes salariés sont issus de familles relativement aisées, disposant de capital culturel. Les parents de Martin (Minga) sont architectes et ceux de Loïc (Minga) médecins. Manon (AMAP) a quant à elle des parents propriétaire d'un pressing et formatrice en IUFM. Ces salariés présentent des profils rappelant ceux de la base sociale des mouvements altermondialistes (Agrikolianski et Sommier 2005). Les travaux sur ces militants soulignent l'influence qu'a eue sur eux la multiplication de séjours longs à l'étranger, la maîtrise des langues, la mobilité professionnelle croissante et notent de même un fort capital culturel.

Des militants des réseaux qui les emploient

- 34 Si ces jeunes salariés ont connu moins d'engagements préalables que les fondateurs (mais sans doute en partie du fait de leur âge) ; ils n'en sont pas moins de véritables militants des réseaux qui les emploient. En témoigne notamment le fait que nombre d'entre eux ont été bénévoles avant d'être embauchés. C'est le cas de toutes les salariées rencontrées au réseau AMAP-IdF. A une question portant sur ce que défend celui-ci (l'idée ayant été évoquée plus tôt par l'enquêtée), Manon présente d'abord la position des salariés :

« -(DR) C'est pour défendre quoi ?

-Pour défendre l'installation en Île-de-France. Ouais...L'installation de paysans bios en Île-de-France. Mais en même temps je sais que quand je dis ça... Ça porte la position des salariés (...). Et puis de quelques administrateurs.»

- 35 Les préférences politiques des salariés sont moins affichées mais proches de celles des fondateurs. On retrouve en particulier une proximité avec le parti écologiste. Salarié chez Minga depuis dix ans, Martin évoque ses débuts professionnels comme documentaliste chez les Verts et ajoute « [venir] d'une famille communiste ». Loïc (Minga) précise que ses grands-parents étaient ouvriers mais que sa famille est catholique.
- 36 La succession du bénévolat et de l'emploi, de même que leurs études en sciences humaines, notamment sciences politiques, rapprochent singulièrement ces militants-salariés de ceux du Mouvement des Jeunes Socialistes analysés par Lucie Bargel (2011). Articulant militantisme et vie professionnelle leur engagement n'apparaît ainsi pas propre au type de mouvement social investi (« nouveau » ou « ancien »). Une différence de taille réside néanmoins dans la durée de ce positionnement : le peu de perspectives professionnelles offertes par le milieu associatif (Hély et Simonet 2008 ; Gateau 2010) conduit en effet rapidement à la défection des salariés de l'alimentation engagée, contrairement à ceux du Parti socialiste. L'articulation entre convictions et emploi rapproche également ces salariés d'autres membres actifs.

Autres membres actifs

- 37 Ces systèmes alimentaires reposent également sur des membres actifs œuvrant dans des structures locales (entreprises de produits équitables ou biologiques, exploitation agricole, AMAP). Il peut s'agir de gérants de boutiques, de producteurs, de salariés, de

bénévoles ou de consommateurs. Ces personnes ont un niveau de diplôme élevé et militent dans d'autres organisations. Les récits de leur parcours témoignent d'une volonté de concilier engagements et vie professionnelle (même dans le cas où elles sont bénévoles).

Capital scolaire, capital militant

- 38 Les parcours scolaires de ces membres rappellent ceux des salariés des réseaux. Salarié d'une entreprise membre de Minga, Gabriel est diplômé de l'école Centrale de Nantes. Lorsqu'elles sont bénévoles, ces personnes exercent souvent par ailleurs une profession intellectuelle. Pierre, membre d'une AMAP très impliqué dans le réseau associatif local, est instituteur. Le porte-parole du Miramap est officier de la marine nationale. Administrateur de Nature et Progrès, Bruno est diplômé d'une école d'ingénieurs agronomes. Les bénévoles de Max Havelaar sont le plus souvent issus d'écoles de commerce ou d'ingénieur. Le parcours de formation des membres actifs de façon générale corrobore l'idée selon laquelle le capital militant s'acquerrait de plus en plus via des compétences scolaires (Matonti et Poupeau 2004).
- 39 Ces membres ont d'autres engagements : leurs récits confortent les liens entre l'institutionnalisation de l'économie solidaire et la montée électorale du parti écologiste mis en lumière par F. Darbus (2009, 2012). Le premier président du réseau des AMAP-IdF était sur une liste Europe écologie aux élections régionales de mars 2010, de même qu'une membre du bureau de ce réseau. Le porte-parole du Miramap affirme également sa proximité avec ce parti. La participation de ces enquêtés à l'univers de l'alimentation engagée est également liée à des expériences de désillusion.

Du malaise à l'engagement

- 40 Ces membres actifs rattachent fréquemment leur engagement à un sentiment de malaise lors des études ou du premier emploi. Ils s'apparentent aux jeunes salariés présentés plus haut qui, dès l'enseignement supérieur, cherchent à articuler travail et militantisme. C'est le cas d'Olivier, administrateur du réseau des AMAP-IdF et maraîcher. Né à Versailles en 1974, Olivier a des parents qui « ne sont pas agriculteurs » et sont relativement aisés : ces derniers ont pu « bien [l'] aider financièrement ». Tout d'abord déçu par les débouchés d'un BTS action commerciale, Olivier reprend des études agricoles :
- 41 *« Je me disais, il doit y avoir quelque chose quand même...j'ai pas envie de travailler dans l'informatique ou dans le commerce, ou dans je ne sais pas quoi parce que ça ne me paraît pas...pas viable à long terme, pas fiable... ».*
- 42 Il rencontre un militant de la Confédération paysanne qui le convainc de rentrer dans les AMAP : *« [Ce militant] est venu [nous] voir, super motivé, et [il a dit] : "voilà, la Conf machin, ça y est je suis néorural, je suis installé, quand est-ce qu'on fait la révolution ?" »*
- 43 Tous deux contribuent à un groupe de travail du réseau, où leur discours contraste avec celui des quelques amapiens-consommateurs présents. Ainsi lors d'une discussion concernant le calcul du revenu du producteur, Olivier insiste :
- 44 *« C'est limite politique. Est-ce que je suis dans un système libéral et je veux "travailler plus pour gagner plus" » ou est-ce que je suis dans le système AMAP où je gagne toujours la même chose, une bonne ou une mauvaise année ? C'est une question d'opinion politique.⁶ »*

45 D'autres membres actifs évoquent un épisode décevant de leur vie professionnelle. Certains disent ne pas s'être « senti » dans leur premier emploi. La nouvelle activité est présentée comme plus cohérente avec leur identité subjective, comme une occupation dans laquelle on se « reconnaît ». L'expérience préalable à l'engagement s'apparente parfois à une véritable « rupture biographique » (Voegtli 2004) comme l'illustre l'histoire de Victor, membre de Minga et de Nature et Progrès ayant le label AB. Ce jeune homme commence sa carrière dans la recherche agroalimentaire. Assez rapidement, les pratiques qu'il observe ou doit exécuter lui posent des problèmes « éthiques » :

« J'étais dans la recherche (...) c'est vachement impressionnant au niveau connaissances et tout... C'est vraiment super quoi. Par contre au niveau du fond... quoi... éthique, du truc, c'est vraiment... c'est horrible. (...) A un moment donné la boîte a été rachetée et puis le PDG il s'est dit : "Maintenant on va baisser les coûts de production." (...) J'ai commencé à voir plein de trucs qui n'alliaient pas du tout. Enfin du tout. Au niveau éthique (...) Je cherchais, j'ai trouvé le salon de Minga, je suis allé voir, et je me suis dit c'est là dedans qu'il faut que je fasse quelque chose. »

46 De même Gabriel, salarié d'une boutique membre de Minga présente son changement de voie professionnelle en termes d'identité :

« [Les salariés de cette entreprise] c'est des jeunes qui ont été diplômés mais qui ont eu quand même du mal à trouver du boulot. (...) Peut-être qu'il y a une question de travail sur eux mais il y a aussi un problème d'identification par rapport à ce qu'on attendait d'eux, par rapport à ce que la société enfin au modèle social qu'on leur proposait, voilà. Ils ne s'identifiaient pas à ce modèle social. (...) Au sortir de [l'école Centrale], je me suis beaucoup cherché. J'ai travaillé très peu de temps dans l'informatique et j'ai assez vite compris que c'était une situation confortable financièrement qui avait beaucoup d'avenir, mais qui ne me plaisait pas forcément psychologiquement. (...) j'estime avoir beaucoup avancé. En tout cas avancé dans la direction où je me reconnais un peu plus. »

47 Le récit d'un jeune agriculteur utilisant le label AB illustre encore les questionnements amenant les membres actifs à s'engager :

« L'agriculture que je connaissais autour de moi ne me convenait pas. (...) j'ai eu l'occasion de faire un stage sur une ferme, c'était une ferme bio (...) je me suis dit : "Voilà, c'est peut-être une réponse à ce que je cherchais". J'ai commencé à convertir cette ferme. Et je me suis dit "qu'est-ce que je peux faire aujourd'hui pour changer tout ça parce que moi je ne me reconnaissais pas dans la coopérative qu'il y a à côté de chez moi." »⁷

48 Lorsqu'ils relatent leur engagement, les enquêtés évoquent un malaise diffus, une insatisfaction, ou encore de l'indignation devant une conduite jugée peu éthique. Ces émotions font écho à celles qui accompagnent les crises vécues par les fondateurs. De plus en plus analysées pour comprendre les engagements (Traini 2009 ; Sommier 2009), les émotions sont ici décisives pour comprendre l'implication des fondateurs et l'engagement initial des membres actifs.

49 Salariés des réseaux et autres membres actifs ont des caractéristiques rappelant celles des membres des nouveaux mouvements sociaux, au sein desquels ont été soulignés le poids des classes moyennes salariées fortement diplômées, des jeunes, ou encore des intellectuels précaires (Neveu 2011). Leur engagement n'est pourtant pas distancié mais s'inscrit dans un réseau formalisé, un temps long et un investissement émotionnel. Cet engagement est « professionnalisé » : après une expérience de désillusion en début de vie active, ces personnes cherchent à concilier emploi et convictions. Le bénévolat s'inscrit

souvent comme stratégie dans cette recherche. L'investissement des adhérents paraît à ces égards bien différent.

Les adhérents : un engagement distancié à articuler aux autres

- 50 L'alimentation engagée repose enfin sur des adhérents, dont la participation à l'économie solidaire passe avant tout par l'activité qu'ils y réalisent pour elle-même et renvoie de façon secondaire ou moins explicite, à un but de changement social global.
- 51 La recherche dont est issu ce travail portant principalement sur les membres actifs, les informations manquent pour décrire les trajectoires des adhérents autant qu'il a été possible de le faire pour les autres membres. D'autres sources permettront néanmoins de souligner un décalage entre leur forme de mobilisation et celle des membres actifs, et les difficultés en découlant.

L'activité de la structure avant le militantisme

- 52 Lorsqu'elle est mentionnée par les adhérents, l'inscription de leur activité dans une forme de militantisme apparaît au second plan par rapport à l'activité de consommation ou de production. Rencontré lors de l'observation d'un marché, le gérant d'une boutique de produits équitables et biologiques confie se sentir « *militant, mais pas extrémiste* ». Cet ancien pasteur dit ne pas se soucier de la différence entre Max Havelaar et Minga : il « *prend les deux* ». Sa connaissance des différents réseaux est limitée, comme le montre sa confusion entre différentes certifications : « *Nature et Progrès, c'est récent, ça a été créé en réaction à l'harmonisation européenne* »⁸. A quelques mètres l'un des fondateurs de Minga me propose ensuite de discuter. Insistant sur la différence, selon lui abyssale, entre Max Havelaar et Minga, Bernard répète : « *Nous, on est des militants. On est des mi-li-tants.* ».
- 53 Autre adhérent de la PFCE, fondateur et gérant d'une entreprise de commerce équitable, Matthieu minimise la dimension politique de son action :
- « -(DR) Vous aviez un projet économique, un projet politique ?
-Politique ? Politique, non. Humain, à la limite. Politique non, jamais.
-(DR) Vous n'avez pas le sentiment que c'est un peu politique ?
-Si ça l'est, mais moi non. Sinon oui, ça l'est, bien sûr que ça l'est.
-(DR) Alors pourquoi vous non ?
-J'sais pas ! Peut-être simplement pour protéger les acquis... Je ne sais pas... On a des super partenaires avec lesquels on s'entend bien, on bosse bien et... Voilà, c'est ça qui m'intéresse. »
- 54 Il existe un décalage entre les membres actifs insistant sur la dimension politique de leur démarche et les adhérents pour lesquels l'activité économique prime. Ces divergences se traduisent notamment par une perception différente des dissensions entre réseaux. Alors que les membres actifs pointent des conflits de « visions du monde » ou de définition (du commerce équitable par exemple), les adhérents, tels que le vendeur de produits équitables et biologiques mentionné plus tôt, s'interrogent sur le fait qu'il n'y ait pas de label unique entre les différents mouvements.

Une implication locale

- 55 La mobilisation des structures locales pour faire vivre un collectif régional ou national est difficile. A l'assemblée générale annuelle 2011 du réseau des AMAP-Île-de-France, l'une des premières questions posées par la salle est édifiante :

« -(question de la salle) Comment répondre aux amapiens qui demandent à quoi sert l'adhésion au réseau ?

-(un administrateur) : c'est pour avoir un poids dans le débat public, en étant quantifiable, que les institutions nous identifient ! »

- 56 La question de savoir pourquoi une structure locale (une AMAP, une boutique de commerce équitable...) adhère à un réseau est sans doute un des indices les plus saillants du décalage entre membres actifs et adhérents. Ces derniers s'interrogent régulièrement sur « l'utilité » de cotiser au réseau. Les membres actifs s'efforcent d'expliquer le projet contestataire et l'intérêt qu'il y a à être nombreux pour le soutenir. Olivier se souvient de sa première certification AB :

« [Mon associé et moi] on était juste prêts à être en bio sans se faire certifier et c'est plus pour des raisons politiques un peu, que Tony [membre actif] nous a convaincu (...) : "C'est bien les gars, mais on est au début de la bio, alors s'il y a des bio qui ne disent même pas qu'ils sont bio, comment on va faire pour être reconnus un jour ? Ils vont dire : "C'est un gars dans un coin..."Non non, on est 10 000, on est 100 000...!" »

- 57 La plus faible implication des adhérents dans le collectif est régulièrement présentée comme le résultat d'un manque de temps, comme l'explique Matthieu :

« On est trois salariés, une toute petite équipe et la PFCE c'est vraiment un lieu de recherche, de réflexion... Il y a des tonnes d'info qu'on reçoit par mail, vraiment des tonnes, je n'arrive même pas à tout lire, donc participer à des ateliers encore moins, et oui on a une présence physique quasi nulle. (...) En termes de temps c'est hyper contraignant. »

- 58 Insatisfaisante au vu de l'implication différente d'autres membres, cette explication traduit surtout des formes d'engagement distinctes : certains consacrent du temps au réseau, d'autres non. Une grande partie des consommateurs sont dans ce dernier cas.

Adhérents et consommateurs : un recoupement partiel

- 59 Les consommateurs engagés participeraient pour M. Michelletti (2002) à une « action collective individualisée », une façon différente de faire de la politique via le marché ou internet, sans s'affilier à une organisation. Leur engagement serait donc davantage celui d'adhérents que de membres actifs. Plusieurs travaux sur ces consommateurs indiquent plutôt la coexistence de personnes aux engagements individualisés et d'autres plus militantes. C. Lamine (2008) souligne la diversité des motifs guidant l'entrée en AMAP. Certains consommateurs avancent des raisons politiques, d'autres souhaitent consommer « local » et bénéficier de plus de lien social. D'autres encore expliquent adhérer à l'AMAP pour le bio et la santé ou être entrés par des connaissances, sans consommer bio ou local au préalable. Les recherches indiquent globalement le peu d'investissement militant de ces consommateurs et leur rare connaissance de ce que recouvrent précisément les standards (labels, certifications...) incarnant pourtant le projet politique de ces réseaux (Rodet 2013).

- 60 Du côté de l'agriculture biologique officielle, l'agence bio responsable de la communication autour du label AB, indique en 2010 que les consommateurs disent consommer bio à 62 % pour « des raisons éthiques », derrière pour « préserver ma santé » (91%), pour « la qualité et le goût des produits », « la sécurité » et « préserver l'environnement » (Agence bio, cité par Le Velly 2011). S'intéressant au sens que les consommateurs engagés donnent à leurs pratiques, N. Özçalgır-Toulouse (2009) souligne une recherche de cohérence identitaire : il s'agit de résister au système de consommation dominant en maîtrisant sa propre façon de consommer. La consommation engagée est vue par ces enquêtés comme un instrument de transformation sociale. L'auteur note la revendication de certains d'appartenir à la « communauté des consommateurs responsables » (idem :13).
- 61 Le profil socio-économique des consommateurs ne semble enfin pas éloigné de celui des membres actifs présentés plus tôt. L'enquête « conditions de vie et aspirations des Français » du CREDOC de mars 2007 indique en effet le rôle moteur de quatre groupes sociaux pour la diffusion de la consommation « citoyenne » (boycott et buycott) : les hauts revenus, les diplômés du supérieur, les étudiants, les habitants de grosses agglomérations. Elle souligne l'importance du capital culturel dans l'attraction pour ces pratiques. Il faut donc chercher ailleurs que dans les profils socio-économiques les différences entre formes d'engagement. La piste des trajectoires préalables des membres et des dispositions accumulées (Mathieu 2012) semble à cet égard pertinente bien qu'elle ne puisse être poursuivie ici, faute de disposer du matériau nécessaire pour les adhérents.
- 62 Ces travaux portent sur des initiatives distinctes : il n'est pas équivalent d'investir l'agriculture biologique, le commerce équitable ou les AMAP. Ces enquêtes soulignent néanmoins globalement la diversité des motivations conduisant à consommer de façon « alternative » ; les motifs politiques ou « éthiques » n'étant pas les seuls ou même les principaux. Aux côtés des membres actifs coexistent donc des membres à l'engagement plus distancié.

Décalage et tensions entre engagements

- 63 Le décalage entre ces différentes formes d'engagement est source de tensions. La différence d'investissement temporel dans le réseau des membres actifs et des adhérents génère des frustrations chez les premiers. Au sein des AMAP, le clivage entre des membres actifs multipliant les engagements et la majorité des adhérents, rend difficile la mise en place du réseau au-delà du niveau régional, comme l'explique Luc :
- « On a beaucoup de gens qui participent dans les AMAP, beaucoup moins au niveau régional, de moins en moins au niveau national et encore moins au niveau international. (...) Les gens qui sont impliqués au niveau national, finalement ce sont des gens qui donnent beaucoup de temps bénévole... Avec des motivations différentes, mais on va les retrouver partout. On va les retrouver dans ATTAC, dans les AMAP, dans l'économie solidaire... Ils sont très peu nombreux. »
- 64 Luc se sent en décalage avec une partie des membres qu'il considère à l'écart de préoccupations militantes :
- « Il y a beaucoup de citoyens qui se regroupent [dans les AMAP] qui ne sont pas forcément conscients (...) qu'ils peuvent faire partie d'un projet de transformation sociale. Moi oui. Mais je pense que c'est parce que je suis militant, derrière ça, moi, l'AMAP, elle m'intéresse pour ça. J'ai participé à la création des AMAP... pour ça. Pas pour faire une initiative locale. »

65 L'argument d'un changement de génération est parfois évoqué par les membres actifs pour expliquer ces différences. Cette explication n'est pas plus convaincante que celle du temps pour expliquer la plus faible politisation de certains. D'une part, parce qu'elle revient à enchanter le passé au détriment du présent ; or, des membres actifs trentenaires, bénévoles ou salariés, sont actifs dans tous les réseaux. D'autre part, parce que le démarrage des réseaux est systématiquement porté par des groupes restreints de militants. L'extension de ces initiatives entraîne inévitablement l'ouverture à des membres aux motivations plus diversifiées. Membre actif d'une AMAP, Pierre déplore l'évolution du mouvement :

« Pour moi, une AMAP, c'est un truc militant. Et pour beaucoup de gens, c'est pas un truc militant. Donc à un moment donné, il peut y avoir un clash. Soit que le truc militant il ne devienne plus militant. Et donc les militants se barrent, et ça devient un "Campanier" (...)», ou ça devient un truc très militant. (...) Les AMAP s'institutionnalisent. Maintenant, je veux dire, on voit AMAP partout. Même dans le Figaro bientôt je suis sûr ! Bientôt dans le Figaro y aura les AMAP ! »

66 Les salariés des réseaux sont souvent pris en tension entre le projet contestataire des fondateurs et le peu d'investissement militant des adhérents. Peu nombreux, les fondateurs ne peuvent soutenir seuls la dimension politique de l'initiative. Les salariés des réseaux se trouvent investis de responsabilités militantes relevant théoriquement de la démocratie associative, au prix de nombreuses heures supplémentaires non payées. Comme beaucoup d'associations employeuses, ces réseaux ne parviennent pas à délimiter la frontière entre travail rémunéré et bénévolat (Hély et Simonet 2008).

67 Au sein des AMAP-IdF l'engagement politique est principalement porté par les salariés. Les administrateurs sont pour près de la moitié agriculteurs (6 sur 13, les autres étant consommateurs), comme l'explique Manon :

« Nous [les salariées] ç'a été une des luttes depuis que je suis là c'est : "c'est quoi la vision stratégique du réseau ?" Dans quelle direction est-ce qu'on avance ? Et on est où dans 5 ans, dans 10 ans à quoi on sert etc. ? Et quand on a réussi à obtenir une réponse des administrateurs en octobre (...) ils ont sorti une espèce de feuille de route sur "il faut améliorer la communication interne du réseau"... Et pour moi ce n'est pas une vision stratégique ça (...) Ils ne comprennent pas. Et il y a un vrai manque de vision politique aujourd'hui de la part des administrateurs. »

68 Il n'existe néanmoins pas de séparation nette entre adhérents et membres actifs. Certains passent de l'un à l'autre progressivement. La caricature présentée par les membres actifs (opposant leur position de militants à celle d'adhérents apolitiques) est à la hauteur de leur investissement et de la déception qu'ils éprouvent à ne pas retrouver le même chez l'ensemble des membres.

69 Le ressentiment peut également aller en sens inverse. Les adhérents déplorent parfois l'injonction au militantisme que font peser sur eux les membres actifs. Au sein des AMAP, une jeune fille particulièrement investie dans plusieurs réseaux d'économie solidaire confie par exemple s'être vue reprocher d'être « *trop militante* », une adhérente lui faisant remarquer que « *tout le monde n'est pas comme ça* ».

Conclusion

70 Fréquemment associée à de nouvelles formes d'engagements individualisées, l'action politique par le marché prend des visages distincts dès lors que l'on prête attention non plus aux seuls consommateurs mais à l'ensemble des acteurs sociaux qui y participent.

L'engagement des fondateurs s'inscrit dans la lignée d'un militantisme au sein de partis de gauche, de syndicats ou de mouvements chrétiens et se traduit par une forte implication temporelle et émotionnelle. Les salariés des réseaux et autres membres actifs s'engagent quant à eux suite à une désillusion au début de leur vie active. Leur engagement « professionnalisé » se caractérise par une recherche de conciliation entre emploi et convictions. Ces militants s'apparentent à ceux rencontrés dans une organisation plus traditionnelle comme le MJS ou dans le monde associatif plus généralement. Qu'ils soient du côté des producteurs ou des consommateurs, les autres membres de ces mouvements sont des adhérents : manifestant une adhésion au projet pour des raisons diverses, ces derniers ne consacrent que peu ou pas de temps au réseau régional ou national. Le possible impact de leur action en termes de transformation sociale leur apparaît secondaire par rapport aux échanges économiques et sociaux réalisés. Si les acteurs sociaux de l'alimentation engagée reproduisent en partie un clivage organisationnel entre cadres investis et base plus distanciée (Brodiez, 2006), la présence d'un engagement professionnalisé semble plus inédit. Fortement qualifiés, les membres actifs n'en sont pas moins précaires et susceptibles de faire défection lorsqu'une opportunité se présente d'échapper aux conditions d'emploi et aux tensions attachées à leur poste. La diversité des formes d'engagement constitue ainsi une force et une véritable limite au développement des réseaux de l'alimentation engagée. La capacité à attirer des personnes aux motivations diverses leur assure une base sociale et une visibilité précieuses, comme pour l'ensemble des mouvements sociaux. La particularité de ces démarches réside néanmoins dans le fait que ce ne sont pas ici les cadrages de l'action qui connaissent des variations. C'est la nature même de l'initiative comme mouvement contestataire, c'est-à-dire visant un changement social au delà de l'échelle locale qui n'est elle-même pas unanimement partagée, fragilisant ainsi sa portée politique.

BIBLIOGRAPHY

- AGRIKOLIANSKI E. 2007. « L'altermondialisme en temps de crise. Réflexions sur un déclin annoncé », *Mouvements*, 50(2) : 33-41.
- AGRIKOLIANSKI E. SOMMIER I. 2005. *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris : La dispute.
- AGRIKOLIANSKI E. SOMMIER I. FILLILEULE O. (ed.) 2010. *Penser les mouvements sociaux*, Paris : La découverte.
- BECKER H. S. 2006. (1960 pour la version originale) « Notes sur le concept d'engagement », *Tracés, Revue de sciences humaines*, 11 : 177-192.
- BEVORT A. WORMS J. P. BEGUE M. RODET D. TRENTA A. 2010. *Liens sociaux, pratiques des associations, action publique en Ile-de-France, un monde en changement*, Rapport final sur la recherche PICRI.
- BRODIEZ A. 2006. *Le Secours populaire français, 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire*, Paris : Presses de Sciences Po.
-

- CHABANET D. GIUGNI M. « Les conséquences des mouvements sociaux », in AGRİKOLIANSKI E. SOMMIER I. FILLILEULE O. (ed.) *Penser les mouvements sociaux*, Paris : La découverte : 145-161.
- DUBUISSON-QUELLIER S. 2009. *La consommation engagée*. Paris : Presses de Sciences-Po.
- DUBUISSON-QUELLIER S. BARRIER J. 2007. « Protester contre le marché : du geste individuel à l'action collective. Le cas du mouvement anti-publicitaire. », *Revue française de science politique*, 57 (2) : 209-237.
- DUBUISSON-QUELLIER S. LAMINE C. 2004. « Faire le marché autrement. L'abonnement à un panier de fruits et de légumes comme forme d'engagement politique des consommateurs », *Sciences de la société*, 62 : 144-167.
- GATEAU M. 2010. « De l'embauche à la démission ou les écueils du travail associatif dans les associations locales de solidarité internationale », *Socio-logos*, 5, assessed 2 juin 2015 : [<https://socio-logos.revues.org/2460>].
- HELY M. SIMONET M. 2008. « Dossier Splendeurs et misères du travail associatif », *Les mondes du travail*, 5.
- ION J. 2012. *S'engager dans une société d'individus*. Paris : Armand Colin.
- ION J. 1997. *La fin des militants ?* Paris : Editions de l'Atelier.
- LAMINE C. 2008. *Les AMAP, un nouveau pacte entre producteur et consommateurs ?* Gap : Yves Michel.
- LE VELLY. R. 2015. « Les systèmes alimentaires alternatifs », Communication au séminaire CROYRE. 9 décembre. Paris.
- LE VELLY R. 2011. (ed.) « Dossier : Les enjeux de la consommation engagée », *Problèmes politiques et sociaux*, 982.
- MAC CARTHY J. D. ZALD M. N. 1977. "Resource Mobilization and Social Movements: a Partial Theory", *American Journal of Sociology*, 82 : 1212-1241.
- MATHIEU L. 2012. *L'espace des mouvements sociaux*, Broissieux : Editions du Croquant.
- MATONTI F. POUPEAU F. 2004. « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5, 155(5) : 4-11.
- MICHELETTI M. 2002. « Consumer choice as Political Participation », *Statsvenskaplig Tidskrift*, 105(3) : 226-228.
- OZCALGAR-TOULOUSE N. 2009. « Quel sens les consommateurs responsables donnent ils à leur consommation ? Une approche par les récits de vie. », *Recherches et applications en marketing*, 24 (3) : 3-24.
- PLEYERS G. 2009. « Horizontalité et efficacité dans les réseaux altermondialistes », *Sociologie et sociétés*, 41(2) : 89-110.
- RODET D. 2015. « L'économie solidaire comme mouvement social : des dispositifs de qualité pour s'identifier, agir et mobiliser », *Revue Française de Socio-Economie*, 15 :193-212.
- RODET D. 2013. *Une production engagée. Sociologie des labels, chartes et systèmes participatifs de l'économie solidaire*. Thèse de doctorat de sociologie, Paris : CNAM.
- RODET D. 2012. « Des dispositifs de jugement pour et par les consommateurs ? Les systèmes participatifs de garantie du commerce équitable de l'agriculture biologique et des AMAP », *Revue Française de Socio-Economie*, 10 :199-217.

- SNOW D.A. ROCHEFORD E. B. WORDEN S. K. BENFORD R. D. 1986. "Frame Alignment processes, Micromobilization and Movement Participation", *American Sociological Review*, 51(4) : 461-481.
- SOMMIER I. 2009. « Emotion », in FILLIEULE O. MATHIEU L. PECHU C. (ed.) *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris : Presses de Sciences Po.
- TRAJINI C. (ed.) 2009. *Emotions...mobilisation !* Paris : Presses de Sciences Po.
- SYLVANDER B. 1997. « Le rôle de la certification dans les changements de régime de coordination : l'agriculture biologique, du réseau à l'industrie », in *Revue d'économie industrielle*, 80 : 47-66.
- VOEGTLI M. 2004. « Du Jeu dans le Je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence », *Lien social et politique-RIAC*, (51) : 145-158.

NOTES

1. Le terme de réseau ne renvoie pas à la sociologie des réseaux mais à l'ensemble des structures locales se réclamant d'une même démarche.
2. Les prénoms ont été modifiés.
3. Il s'agit d'un réseau régional et non national ; les AMAP n'ont pas de salariés nationaux au moment de l'enquête.
4. Le réseau qui entoure AB ne se limite pas à l'Agence bio, mais ni la FNAB ni Ecocert n'ont répondu à nos sollicitations.
5. Système alternatif à la labellisation
6. AMAP-IdF note d'observation.
7. Témoignages en ligne, site de la FNAB, consulté le 12 juin 2012.
8. Notes d'observation, marché du commerce équitable en banlieue parisienne, avril 2009. *Nature et Progrès* date de 1964.
9. Autre circuits courts de distribution de légume au projet différent

ABSTRACTS

This article analyses the militant commitments that exist around political consumerism, considering all the actors which make those initiatives possible : consumers, producers, distributors or networks' creators, employees and volunteers. It shows those political acts aren't only the result of new individualized commitments but also come from more traditional ones. Another commitment type can be found when members try to reconcile beliefs and work. The different commitments' coexistence is a challenge for those movements.

Cet article analyse les formes d'engagement existant dans la consommation engagée en prenant en compte l'ensemble des acteurs sociaux qui rendent possibles ces pratiques : consommateurs mais également producteurs, distributeurs ou encore fondateurs, salariés et bénévoles de réseaux associatifs. Il montre que ces actions politiques passant par le marché ne reposent pas uniquement sur de nouvelles formes d'engagement individualisées mais également sur des engagements militants plus traditionnels ainsi que sur ceux d'individus cherchant à concilier

convictions et emploi. La coexistence de ces différents investissements est une source de difficultés pour les mouvements de l'alimentation engagée.

INDEX

Mots-clés: engagement, consommation, production engagée, économie solidaire, agriculture biologique, commerce équitable, AMAP

Keywords: militant commitment, consumption, political production, solidarity economy, organic food, fair-trade, community supported agriculture

AUTHOR

DIANE RODET

Sociologue, Centre Max Weber UMR 5283 - Université Lyon2, diane.rodet@univ-lyon2.fr